

Discours du Président de la région Bretagne

Session du Conseil régional de Bretagne

Octobre 2025

Seul le prononcé fait foi

Bretonnes,

Bretons,

Cher.es ami.es,

Cher.es collègues,

En préambule de cette session, permettez-moi de rendre hommage à deux anciens élus qui ont siégé dans cet hémicycle et qui nous ont quittés ces derniers mois ;

Jacques Le Guen d'abord, décédé le 20 août dernier, à l'âge de 67 ans. Médecin de profession, Jacques Le Guen a consacré une grande partie de sa vie au service de la vie publique, au travers de ses nombreux mandats ; conseiller municipal de Plounévez-Lochrist dès 1989, puis adjoint au maire, conseiller général, président de communauté de communes, député, il a également été conseiller régional, siégeant dans cet hémicycle de 2010 à 2015 au sein du groupe « Droite et Centre de Bretagne ». Je souhaite rendre hommage à cette figure finistérienne de la politique.

Mais aussi à un autre finistérien, **Louis Caradec**, qui nous a quittés le 1er septembre dernier. Maire de Plougonvelin pendant un quart de siècle, il s'est aussi illustré comme président de communauté de communes et Président d'honneur de l'AMF29. Avant d'entrer dans la vie politique, cette autre grande figure des collectivités locales avait été matelot électricien à la base de

Lann-Bihoué et avait servi à bord d'avions et d'hélicoptères de l'aéronavale. Conseiller régional, il a siégé dans notre hémicycle, de 2004 à 2010.

Cher.es collègues, en hommage à ces deux grandes personnalités politiques qui se sont engagées pour la Bretagne je vous invite à observer une minute de silence.

Minute de silence

Je vous remercie. En cet instant de recueillement, nos pensées vont également à **Stéphane Créach**, vice-président du CESER et syndicaliste à la CGT, qui nous a malheureusement quitté le 8 août dernier, à 57 ans, emporté par la maladie. Ainsi qu'à **Françoise Quilin**, agente de notre collectivité au lycée Auguste Pavie de Guingamp, décédée dans des conditions dramatiques alors qu'elle se rendait au travail le 22 septembre dernier.

“Pause”

Je vous remercie.

Cher.es collègues,

La France traverse plus qu'une période d'incertitudes institutionnelle et budgétaire sévères : nous vivons une crise profonde qui se traduit par une instabilité gouvernementale totalement inédite dans l'histoire de notre République. Le paysage politique s'est profondément fracturé, rendant les compromis difficiles, parfois impossibles. Face à ce spectacle navrant, nos concitoyens oscillent entre la consternation, la colère, l'inquiétude mais

aussi, parfois, l'indifférence. Je sais aussi le trouble de nos chef.fes d'entreprise, de nos présidents et présidentes d'association, de nos maires, qui n'ont plus de visibilité sur la capacité de l'Etat à les accompagner. Dans cet océan d'incertitudes, je salue cependant la volonté exprimée du Premier Ministre de partager le pouvoir avec les parlementaires, les partenaires sociaux et les collectivités locales, pour stabiliser le pays. Partager le pouvoir, partager les responsabilités, cela me semble être une bonne piste pour sortir de la crise. Nous en reparlerons demain, au cours du débat sur la décentralisation et l'autonomie. Je profite de l'occasion pour saluer, républicainement, nos trois collègues ministres bretonnes.

En toile de fond de ces crises gouvernementales qui se succèdent de manière accélérée, les finances publiques de l'État poursuivent leur dégradation : la charge de la dette a explosé, la confiance dans la signature de la France a été dégradée en septembre par plusieurs agences de notation, ce qui n'est pas sans conséquence pour nos propres conditions d'emprunt... En résumé, notre pouvoir d'agir est entravé. Autant d'alertes qui interrogent sérieusement notre capacité collective à préparer l'avenir, celui de la France, mais aussi de fait, celui de ses territoires, qui se retrouvent sous tension également. A ceux qui pensent que l'on peut s'affranchir de l'équilibre des comptes de la Nation, je réponds que c'est la condition de notre liberté. A ceux qui dénigrent le principe de contribuer chacun à la hauteur de ses moyens, pour recevoir à la hauteur de ses besoins, je redis que c'est la base de notre contrat social, la condition pour que notre Nation tienne debout et que la République parle à chacun.

En Bretagne, nous nous distinguons par des choix et des méthodes qui nous permettent de nous tenir à distance des forces du chaos.

Alors, oui, nous ne sommes pas épargnés par ces ondes de choc, ni étanches aux colères. Et notre budget est aussi fortement contraint, comme celui de toutes les collectivités locales. Mais nous le tenons, encore, avec responsabilité. Vous le savez, si les débats sont parfois vifs dans cet hémicycle, les convictions affirmées, nous savons travailler ensemble, avec la force des compromis. Notre majorité régionale est solide, ouverte au dialogue, attentive aux voix du territoire, et elle nous permet d'avancer et d'agir. Le contraste aujourd'hui, entre enlisement institutionnel et gouvernance territoriale efficace, nous interpelle et nous oblige. Il nous impose la lucidité, l'exemplarité, et l'action.

Et c'est pourquoi, je le redis, en responsabilité, nous tenons notre cap.

La Bretagne, face aux bouleversements géopolitiques et malgré les convulsions de la politique nationale, continue de tracer sa voie et ne renonce à aucune de ses ambitions.

Au milieu de toute cette agitation, de cette fébrilité, les nécessités liées aux enjeux écologiques, énergétiques, numériques, sociaux, sont parfois remises en question ailleurs, ou reléguées. En Bretagne, ce n'est pas le cas et nous ne reculerons pas. Nous ne pouvons pas reculer, même dans ces moments de crise, sur l'égalité Femmes-Hommes, ni sur les exigences écologiques, car le temps restant pour agir est compté. Le Haut Conseil Breton pour le Climat, qui nous présentera demain ses travaux, a rappelé l'urgence des transitions, qu'elles soient écologiques, énergétiques ou sociales.

Je le défends et je l'assume : ce qui fait la base de notre pacte social breton ne doit pas subir les avaries du gros temps que nous traversons. Malgré la crise, nous serons constants et nous continuerons d'être au rendez-vous pour le sport, pour la culture et nos langues. Car il en va de notre cohésion sociale et de notre vitalité démocratique. Ce sont ces liens qui, en Bretagne, nous unissent de milliers de fils invisibles.

Les rendez-vous de la rentrée – au Forum Economique Breton, au SPACE, aux Assises de la pêche – ont montré une région mobilisée, créative, résiliente. Et une économie bretonne qui, dans bien des secteurs, résiste mieux que la moyenne nationale. Ce socle solide doit nous permettre de conserver un temps d'avance.

Car les transitions ne sont pas une option. Elles sont une nécessité, une condition de notre prospérité et de notre souveraineté de demain. Elles sont également indispensables pour que soient soutenables les conditions d'existence des plus modestes, qui sont aussi les plus vulnérables face au changement climatique.

Les mobilités, en particulier, sont un levier central de cette transformation et sont, à ce titre, au cœur de notre action régionale.

Ainsi, dans la suite de la création récente de Bretagne Mobilité et du renforcement de l'offre TER, nous voterons lors cette session la feuille de route pour les mobilités des biens et des marchandises, et la délégation de service public de la gare routière de Rennes. Tout cela traduit une ambition claire : désenclaver, relier, fluidifier, tout en répondant aux exigences environnementales, pour dessiner une Bretagne plus connectée et plus durable. Les mobilités, c'est l'attractivité de demain. La compétitivité de nos

entreprises. Le pouvoir d'achat des salariés, la qualité de vie de nos concitoyens. C'est aussi la transition en acte.

Les choix que nous faisons ici ne sont pas neutres. Ils nous engagent financièrement. Ils suscitent parfois des débats, voire des critiques. C'est sain et je le respecte. Ces choix cependant je les assume, avec constance et cohérence. Et même si le contexte budgétaire est contraint et pourra nous ralentir dans la poursuite de nos objectifs, il ne remettra pas en cause le cap que cette majorité a fixé. Car les mobilités, les transitions, l'attractivité et la compétitivité sont intrinsèquement liées.

A l'ordre du jour de cette session, nous traiterons aussi d'un sujet qui s'impose à tous et qui est aujourd'hui la première préoccupation des Français, devant la sécurité et le pouvoir d'achat : c'est la santé.

Notre Région n'est pas cheffe de file en matière de santé, et nous ne prétendons pas le devenir. Mais il n'est pas question, pour autant, de rester absent d'un débat qui concerne toutes les Bretonnes et tous les Bretons. La feuille de route, qui sera présentée lors de cette session, doit nous permettre de faire entendre une voix régionale sur ces enjeux majeurs et d'agir là où nous pouvons faire la différence : la formation des professionnels, le soutien à l'innovation, la coordination des acteurs. Nous ne remplacerons pas l'État et les ARS, mais nous serons toujours attentifs, à leur côté, pour défendre l'accès aux soins pour toutes et tous. C'est un principe de solidarité et de cohésion. Et comme toutes les collectivités, nous avons des capacités à agir, à prévenir avant de guérir ; par le sport, par la santé mentale, par une alimentation de qualité, un environnement préservé, etc. Ce sont les

conditions d'une bonne santé et celles qui permettent aussi un bon équilibre de notre système de santé.

C'est cette vision de la Bretagne que je défends. Je la défends dans cet hémicycle, avec notre majorité, à travers des votes, des débats, des budgets et des bordereaux. La possibilité d'une Bretagne solide et solidaire, accueillante et profondément humaniste. Celle qui, par son calme et sa détermination, continuera de rassurer et d'inspirer. Alors que Robert Badinter vient d'entrer au Panthéon, rappelons-nous que c'est en terre bretonne, à Doëlan, qu'il a puisé l'inspiration pour écrire son discours sur l'abolition de la peine de mort.

Robert Badinter qui, révolté par les crimes de la Russie, a fait de l'Ukraine l'un de ses derniers combats et appelait, une nouvelle fois, à la lucidité et au courage.

Gardons à l'esprit l'héritage de ce grand homme, épris de justice et d'humanisme, quand nous écouterons cet après-midi le témoignage et les messages de M. Vadym Omelchenko, Ambassadeur d'Ukraine en France. J'ai souhaité qu'il puisse s'exprimer dans notre hémicycle, dans le cadre de son déplacement dans notre région. Car ici, nous sommes une terre d'ouverture, de résistance et de solidarité. Et une terre d'Europe, donc solidaire du destin de chacun des territoires et des peuples qui composent notre continent. Je souhaite que l'on réaffirme à cette occasion notre attachement profond, indéfectible, aux valeurs de solidarité, de souveraineté et de la démocratie, à l'heure où certains doutent de l'Europe, et où d'autres rêvent de replis ou de désunion.

Enfin, je veux partager avec vous une vision, un état d'esprit, et surtout, une ambition : celle d'une Bretagne qui avance, malgré les vents contraires, et qui trace sa voie avec sérénité et détermination. La Bretagne n'est pas une région qui subit. Elle anticipe, elle innove, elle rassemble. Face aux défis, nous choisissons l'action. Face aux divisions, nous préférons le compromis et l'esprit d'équipage. Et face à l'incertitude, nous agissons au service de la Bretagne et de ses habitants.

Alors, au travail, avec sérieux et en responsabilité, au service des Bretonnes et des Bretons.

Je vous remercie.